

*Questions orales*

honorables amis savent très bien que lorsque je parle d'agence spatiale, c'est un secteur d'avenir. Quand je parle de recherche, dans le domaine des produits pharmaceutiques, le projet de loi que nous avons passé, c'est un secteur d'avenir. Quand je parle de bons *jobs* dans la pétrochimie, je parle d'un secteur d'avenir.

Alors, nous sommes intéressés dans l'avenir de Montréal, et nous passons des lois pour l'avenir de Montréal.

\* \* \*

• (1500)

**L'AGRICULTURE**

**M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. À ce jour, tous les ministres de l'Agriculture au Québec ont appuyé les politiques de contingentement réalisées par le gouvernement précédent. Après mes consultations avec le président de l'UPA, M. Proulx, et le ministre de l'Agriculture au Québec, on est très intéressés de savoir de notre ministre, et de façon sans équivoque... on veut avoir l'assurance que vous ne laisserez jamais tomber l'article XI du GATT et que, de plus, vous allez renforcer plus que jamais le droit à nos agriculteurs d'avoir des quotas, le pilier de notre système agricole?

**L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, je suis content de voir que mon collègue a eu des consultations avec le président de l'UPA. Mon collègue, le ministre de l'Agriculture et moi-même avons rencontré M. Proulx il y a à peine moins d'une semaine pour discuter pendant trois heures de temps de tous les enjeux qui touchent les producteurs agricoles québécois.

Je peux le rassurer que s'il y a un gouvernement qui a pris l'intérêt des producteurs agricoles canadiens et québécois, particulièrement dans le secteur du lait, c'est bien ce gouvernement, parce que nous avons mis en place une politique laitière à long terme. On a réussi à amener une position nationale au GATT qui était supportée par l'ensemble des producteurs agricoles canadiens, alors que le gouvernement qui nous a précédé avait laissé les producteurs agricoles, surtout laitiers, dans les limbes pendant cinq ans sans aucune politique laitière à long terme, que vous n'aviez pas mise en place, alors que nous, c'est ce que nous avons fait. Nous l'avons maintenue. Le premier ministre s'est engagé à avoir une politique laitière à long terme. Je peux assurer, monsieur le Président, que ce que nous avons fait pour les producteurs agricoles canadiens, les producteurs le savent et nous allons continuer à les défendre. Seul ce gouvernement-ci est en mesure de le faire.

[Traduction]

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Agriculture. Plusieurs grands fournisseurs de produits soumis à la gestion de l'offre nous ont dit avoir appris de hauts fonctionnaires canadiens que le gouvernement allait changer sa position auprès du GATT et qu'il était disposé maintenant à renoncer à l'article XI afin de pouvoir en venir à une entente.

Ma question est la suivante: Le Ministre s'engagera-t-il aujourd'hui dans cette Chambre à prendre le parti des agriculteurs canadiens visés par les programmes de gestion des approvisionnements et à ne signer avec le GATT aucune entente qui aille à l'encontre de l'article XI?

**L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je répondrais en toute franchise au député que, quelle qu'en soit la source, ses renseignements sont faux. Si ces gens veulent passer pour des fonctionnaires du gouvernement du Canada, j'aimerais bien avoir l'occasion de leur parler directement.

Tout comme mes collègues, le gouvernement du Canada a fait connaître sa position sur l'article XI. Nous n'avons pas l'intention d'affaiblir cet article. Ce que nous avons demandé, conformément à notre ligne de conduite, c'est que l'article XI soit clarifié et renforcé. Notre position n'a pas changé et elle ne changera pas tant que le gouvernement n'en aura pas décidé ainsi.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi. Le ministre est parfaitement au courant de l'échec dévastateur de la pêche côtière dans certaines régions de Terre-Neuve et du Labrador. En fait, des milliers de pêcheurs et d'ouvriers d'usine de ma circonscription dans le détroit de Belle-Isle, le district de White Bay et la péninsule de la Baie Verte se tournent vers le gouvernement pour obtenir de l'aide.

J'aimerais demander au ministre de l'Emploi, qui a été ministre des Pêches et est bien au courant de la situation actuelle dans la province, quelles mesures sont actuellement envisagées afin de venir en aide aux pêcheurs et ouvriers de cette région, et quand peut-on espérer que le gouvernement fera part de ses intentions.

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, en fait le gouvernement est parfaitement au courant des difficultés du secteur de la pêche dans certaines parties de la province de Terre-Neuve et de la côte du Labrador.